

## Canagrex

Les agriculteurs que je représente ne veulent pas de Canagrex. Je me fais donc leur porte-parole, que les députés libéraux ou NPD soient d'accord ou non. La fausse idée que les députés de l'autre côté de la Chambre et du Nouveau parti démocratique se font du projet de loi C-85 montre certainement qu'ils ne l'ont pas lu.

Un ministre disait: «Montrez-moi comment il y aura conflit avec l'entreprise privée». Eh bien, pourquoi cette société achètera-t-elle des produits agricoles et alimentaires? Pourquoi procédera-t-elle au conditionnement, à la transformation, à l'entreposage, à l'expédition, à l'assurance, à l'importation, à l'exportation, à la vente des produits qu'elle a achetés? N'est-ce pas là travailler contre les entreprises qui ont investi. N'est-ce pas là utiliser les impôts payés par ces entreprises pour les concurrencer. C'est ça que le gouvernement essaie de faire. Il l'a déjà fait, et il le fera encore.

Des députés ont parlé de la Commission du blé de l'Alberta. Celle-ci a fait beaucoup de choses pour les agriculteurs, mais elle n'a pas été créée en dépit des objections de la moitié des agriculteurs de l'ouest du Canada. Elle a été constituée parce que ces agriculteurs voulaient un organisme de commercialisation. Par contre, ce projet de loi a contre lui la moitié des agriculteurs du Canada et la moitié de la nation. J'ai du mal à trouver à Bow River une personne en faveur de ce projet de loi.

Le gouvernement ne tient aucun compte de leurs instances. Il feint de ne pas les entendre et prétend savoir veiller mieux qu'eux à leurs intérêts. Représentant surtout des citadins de l'Est du Canada, il prétend dire à ces ruraux de l'Ouest qui ont consacré leur vie à l'agriculture quelles décisions sont avantageuses pour eux. Pourtant, ces ruraux de l'Ouest savent pertinemment ce qui est dans leur intérêt. Ils tiennent à s'occuper eux-mêmes de leur propre commercialisation et de leurs propres affaires. Voilà pourquoi ils s'opposent à Canagrex.

Les pouvoirs dont la société Canagrex disposerait dans le cadre de ce projet de loi sont terrifiants. Les amendements auraient pour effet global de restreindre ces pouvoirs. Nous sommes prêts à appuyer ce projet de loi, sauf les dispositions qui risquent de ruiner le secteur, celles surtout qui permettraient à la société, pour peu qu'un quelconque gouvernement à venir en ait envie, de s'emparer de tout le secteur de l'alimentation. Il suffit de lire le projet de loi pour se convaincre que la société pourrait effectivement s'en emparer.

Je vois qu'un de nos vis-à-vis hoche la tête. Pour sa gouverne, je tiens à examiner un ou deux autres aspects. Dans son numéro du 17 mai, l'*Alberta Report* a publié un article selon lequel Ottawa s'apprêtait vraisemblablement à s'emparer du secteur alimentaire. La page couverture de la revue montrait une énorme main sur le point de saisir la maison de ferme, les animaux—bœufs, cochons, poules—et la terre. On en parle comme de la Grande mainmise. En vertu des dispositions de ce projet de loi, la société Canagrex pourrait s'emparer d'une exploitation agricole et de biens mobiliers sans même tenter des procédures judiciaires. Voilà ce qu'appuient les députés de l'arrière-ban néo-démocrate et de l'arrière-ban libéral. S'ils en doutent, je leur dirai qu'un article du projet de loi accorde à la société le pouvoir extraordinaire d'acquiescer par saisie ou autrement, voire même de confisquer. Il l'autorise en outre à détenir et à hypothéquer des biens meubles et immeubles, à les aliéner et à les donner en location.

• (1630)

De quels pouvoirs voudrions-nous investir cet organisme? Non seulement certains agriculteurs risquent de perdre leur maison et leur terre, mais ils risquent de voir la société s'emparer des bijoux de sa femme. Voilà ce que la société va faire. Elle va s'emparer de biens meubles.

Est-ce là le genre de dispositions que les députés de la majorité veulent voir figurer dans le projet de loi? Voilà le genre de mesure qu'ils vont adopter? Ni nous, ni les agriculteurs n'en veulent. Quelqu'un a parlé de l'assemblée législative de l'Alberta. Sachez que les Albertains font confiance à leur gouvernement. Les Canadiens eux, ne font pas confiance au gouvernement fédéral.

**M. Althouse:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Puisque le député parle de l'article relatif aux hypothèques, je voudrais lui demander si nous devons en conclure que son parti a changé d'avis sur l'aptitude des particuliers à signer des contrats d'hypothèques et d'autres contrats.

**Le président suppléant (M. Corbin):** A l'ordre. Avant de poser une question au député de Bow River (M. Taylor), le député doit d'abord lui en demander l'autorisation.

**M. Taylor:** Monsieur le Président, ce qui nous inquiète, c'est que l'on puisse saisir les biens des agriculteurs sans qu'ils puissent en appeler aux tribunaux. C'est ce que prévoit le projet de loi.

En matière de libre entreprise, la société va pouvoir verser aux producteurs et aux transformateurs une subvention pour n'importe quel produit agro-alimentaire. Le gouvernement veut rallier les agriculteurs en promettant de leur verser des subventions. Cette mesure va léser les entreprises concurrentes qui exportent.

Le *Albert Report* est réputé pour son exactitude et son honnêteté. Il montre l'omniprésence du gouvernement et cette image va rester gravée dans l'esprit des lecteurs de ce magazine. La société peut acheter, vendre, entreposer et transformer les produits agricoles, acheter des biens immobiliers et mobiliers et s'accaparer ces biens par saisie ou d'une quelconque autre façon. C'est à ce genre d'éventualité que nous sommes opposés.

Il n'y a vraiment pas moyen de discuter à la Chambre. Lorsque le premier ministre (M. Trudeau) donne un ordre à ses troupes, elles l'exécutent aveuglément et les députés néo-démocrates leur emboîtent le pas. Ils sont tous à mettre dans le même sac—je dis bien sac.

C'est ce que dit notre revue nationale *Maclean's*. La société Canagrex va se propager comme une cellule cancéreuse et s'accaparer tous les pouvoirs lui permettant d'assurer le contrôle absolu de toute l'industrie alimentaire. Le projet de loi lui en donne le pouvoir. Vous n'avez qu'à le lire. Mais le problème avec nos vis-à-vis, c'est qu'ils ne lisent même pas les projets de loi. Ils se contentent de prendre pour argent comptant les propos du ministre et de voter comme il le leur dit. C'est exactement comme cela qu'ils agissent.

Je vois que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) est venu à la Chambre, pour une fois. Je suis content qu'il soit présent. Il aurait dû assister à la totalité du débat. C'est son projet de loi.